

# Palestine 33

Groupe local  
AFPS

فلسطين

février/mars 2014 - n° 115

## SOUTENIR LA CAUSE PALESTINIENNE : OUI DONNER DES LEÇONS AUX PALESTINIENS : NON !

**P**OUR COMMENCER, j'aimerais préciser que nous, Palestiniens, apprécions beaucoup la solidarité internationale avec notre cause juste et noble, et que nous comptons beaucoup sur les mouvements de solidarité qui se développent partout dans le monde afin de soutenir les Palestiniens dans leur lutte pour la liberté et pour la paix. Nous sommes convaincus que l'évolution de l'opinion publique internationale dans son soutien à la Palestine est liée, outre les sacrifices des Palestiniens, aux différentes actions de ces solidaires de bonne volonté et de leurs structures et associations dans presque tous les pays.

Comme Palestinien francophone, je vais parler des mouvements de solidarité dans le monde francophone, notamment en France. Je ne veux ni critiquer ni accuser ou décourager qui que ce soit, au contraire, mais je veux

donner un point de vue sur quelques propos et réactions de certains de ces mouvements qui se définissent comme pro-palestiniens, mais qui souvent en train de donner des leçons aux Palestiniens sur leur façon de résister à l'occupation israélienne et sur le choix de leurs dirigeants et partis politiques. Ils sont heureusement minoritaires.

### NE PAS SE TROMPER D'ENNEMI.

Même si leur soutien à la cause palestinienne est sans relâche, ces mouvements ne se rendent pas compte que leurs propos blessent et choquent les Palestiniens qui souffrent de toutes les mesures de l'occupation israélienne et qui, dans leur résistance au quotidien, ont besoin d'une vraie solidarité internationale. Ces mouvements accusent les autres associations de solidarité et jugent souvent les Palestiniens dans

### Lettre ouverte de Ziad MEDOUKH

leurs choix et leurs façons de résister à l'occupant. Dans ce cas, le combat se retourne contre les Palestiniens et les autres mouvements, au lieu de rester dirigé contre les crimes des oppresseurs israéliens. [...]

Depuis dix ans, je fréquente les associations de solidarité avec la Palestine en France ; j'ai décidé de travailler avec presque toutes ces associations, malgré leurs divisions et leurs stratégies différentes car, pour ma part, je n'interviens pas dans leurs affaires internes. Et quand ils me demandent comment aider les Palestiniens, et ce qu'on peut faire pour qu'en France les choses liées à notre cause avancent, ma réponse est claire : à vous de voir, à vous de décider, je ne suis pas venu pour donner des leçons, mais pour informer de la situation actuelle en Palestine et dans la bande de Gaza en particulier, avec le blocus et les différentes agressions israéliennes contre cette prison à ciel ouvert.

Ces mouvements font un travail remarquable pour la Palestine, je l'ai constaté moi-même : manifestations, soutien, conférences, information, mobilisation, actions de boycott, visites de solidarité, efforts, projets. En France, j'ai rencontré des personnes solidaires magnifiques qui gardent la Palestine dans leur cœur. La Palestine c'est leur vie, leur quotidien et, je ne vous le cache pas, ils font plus que certains Palestiniens pour notre cause. Ils donnent de leur temps, de leur argent. En France, j'ai rencontré un grand soutien populaire, des personnes de bonne volonté, de vrais solidaires, de vieilles personnes qui parcourent des centaines de kilomètres pour assister à mes conférences, qui m'attendent à

*Malgré le blocus et les bombardements, Gaza continue d'exister...*



l'aéroport vers cinq heures du matin, qui m'hébergent, qui soutiennent mon département de français à l'université et les jeunes de Gaza. Chaque fois, les militants m'accordent un accueil chaleureux, c'est ça la France pour moi : les amis, les solidaires, les gens de bonne volonté, les associations de solidarité. Pour moi, la France, ce n'est pas quelques politiques qui soutiennent trop souvent un État qui viole le droit international, tous les jours, en Palestine.

Je constate que les mouvements de solidarité sont divisés, et je pense que cela est normal. Même en Palestine, il y a division entre les différents partis politiques. Cependant, ce qui me blesse, ainsi que beaucoup de Palestiniens, c'est que quelques mouvements essayent, dans leurs analyses, leurs réactions et leurs propos, de se mettre à la place des Palestiniens, notamment dans trois cas précis.

**Le choix des Palestiniens de leur futur État après l'indépendance, un État ou deux États.** Certains demandent instamment aux Palestiniens d'opter pour la solution d'un État, même si cette solution est utopique. À mon avis, les Palestiniens sont conscients, ils connaissent bien leur réalité sous occupation, et ce sont eux qui décident s'ils veulent faire la paix avec les Israéliens, ou non, s'ils veulent vivre seuls dans leur propre État, ou vivre dans un seul État. C'est à eux que revient le choix, et à personne d'autre.

**Le choix de forme de résistance, armée, non-violente, populaire.** Je pense que ce sont la conjoncture et la réalité sur le terrain qui imposent le choix des formes de résistance. Ces mouvements demandent aux Palestiniens, voire exigent d'eux, de prendre les armes pour lutter contre les soldats israéliens. Sachez que, pour nous, toute forme de résistance est légitime et que la vraie résistance est la résistance au quotidien de toute une population civile : pêcheurs, femmes, familles, jeunes, travailleurs, étudiants, paysans, une population qui a décidé de rester digne sur sa terre et de continuer à s'attacher à sa patrie. Nous sommes pour la vie et non pour la mort !

**Le choix de leurs partis, le Hamas, l'Autorité, le Fatah, la gauche.** Il y a quelques mouvements qui ne veulent pas travailler avec Gaza et ses dif-

férentes structures parce qu'elle est contrôlée par le Hamas. Je leur dis, on est d'accord ou non avec le Hamas, mais ce parti a été élu démocratiquement. Après, c'est aux Gazaouis – et à eux seuls – d'accepter ou non le pouvoir de ce parti. D'autres accusent l'Autorité palestinienne à Ramallah d'être traître et d'être complice des Israéliens. Mais l'Autorité existe, elle est élue, elle rend service aux milliers de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, et ce sont aux Palestiniens de Cisjordanie – et à eux seuls – de décider de maintenir cette Autorité, ou non.

Et quand un Palestinien critique n'importe quel parti politique, soit à Gaza soit en Cisjordanie, ces mouvements l'accusent et l'attaquent. Je vous rappelle que le Hamas, le Fatah, ou autres, sont des partis politiques palestiniens, et que n'importe quel Palestinien a le droit de les critiquer. N'oubliez pas que votre soutien, avant tout, est un soutien à la population et à la société civile, aux associations, aux mouvements, c'est cette population qui résiste, contre le mur, contre la colonisation en Cisjordanie, et contre le blocus et les agressions israéliennes dans la bande de Gaza.

C'est pourquoi nous ne demandons jamais, nous, aux Français solidaires, s'ils sont de gauche ou de droite. Ces militants, quelquefois, oublient que le vrai combat c'est le combat contre l'occupation. Et on les voit, soit attaquer les autres mouvements de solidarité, soit accuser les Palestiniens de leurs choix qui sont pourtant souverains. Nous subissons déjà le colonialisme israélien, ce n'est pas pour accepter que des volontés extérieures interfèrent dans nos choix. Parmi ces militants, certains n'ont jamais mis les pieds en Palestine, ils sont déconnectés de la réalité vécue par les Palestiniens et, malgré tout, ils veulent que les Palestiniens agissent ou choisissent selon leurs propres critères. Comment accepter cela ?

Ces explications pour vous dire, à vous solidaires de notre noble cause, ces quelques mots venus du cœur : Soyons tous vigilants. La lutte continue en Palestine. Le combat, c'est notre combat à nous tous, Palestiniens et solidaires, pour la justice en Palestine.

Vive la solidarité internationale avec les Palestiniens.



Ziad Medoukh est responsable du département de français de l'université Al-Aqsa de Gaza. Écrivain et poète, il est l'auteur de deux recueils de poésie.

Pour *Ahmed, le Gazaoui*, il a reçu le deuxième prix de l'association Euro-poésie, qu'il est venu recevoir à Paris, le 21 novembre. Ce texte est un hommage à un jeune Gazaoui du camp de Jabalya, tué par des balles israéliennes en pleine trêve.

Ziad Medoukh est surtout un infatigable militant social : fondateur et coordinateur du Centre de la paix de

l'université de Gaza et un des acteurs de Palestine Solidarité, site web d'informations sur la Palestine et le Moyen-Orient. Il intervient également sur « Bonjour de Gaza », une émission francophone d'une heure diffusée chaque dimanche, depuis septembre 2012, sur *Radio Gaza*.

Dans l'émission du 7 janvier 2014, Ziad Medoukh revient sur son voyage en France et la réception de son prix de poésie, [[www.ustream.tv/recorded/42501905](http://www.ustream.tv/recorded/42501905)] [[www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org)] Courriel [[ziadmedoukh@hotmail.com](mailto:ziadmedoukh@hotmail.com)]



Avec les étudiants de Sciences Po Bordeaux.

## Ziad Medoukh à Bordeaux

# L'ÉDUCATION COMME FORME DE RÉSISTANCE ET COMME SIGNE D'ESPOIR POUR L'AVENIR

**E**N DÉCEMBRE, Ziad Medoukh, notre ami de Gaza, nous a rendu visite lors de sa venue en France. Il a atterri à Bordeaux où Jacques et Françoise Salles l'accueillaient, avant de faire escale chez Samia et Guy Maillé. Il s'excuse presque : « Je ne veux pas gêner, je souhaite voir le plus de monde possible pour échanger et écouter, mais aussi parler de Gaza, de sa jeunesse. »

Dans le cadre de ses relations universitaires, il a donné une conférence à Sciences Po Bordeaux (Montesquieu Bordeaux 4), le 9 décembre, à l'invitation de l'association des étudiants, d'Erasmus Expertise et du FFIPP (réseau universitaire créé il y a une dizaine d'années pour promouvoir une approche académique des enjeux du processus de paix israélo-palestinien). Cent cinquante étudiants ont su ce que nos médias leur cachent, en grande partie, de la situation à Gaza.

Il a beaucoup insisté sur l'importance de la langue française dans sa vie. Il a expliqué comment il était devenu la voix de Gaza pour le monde francophone, comment il publie des livres et des recueils de poésie et participe, grâce à elle, à des conférences et rencontres internationales. Il a conclu en disant que la langue française était pour lui, l'occupé et l'enfermé dans sa prison à ciel ouvert, une langue de paix et d'espoir.

Puis il a participé, à l'Université Bordeaux 3, à une soirée organisée par Palestine33 et les Jeunes communistes, avec la projection du film *Ramallah's Maradonna*. Ziad était également présent au côté de nos amis de l'AFPS Palestine47 à Agen, à l'occasion des dix ans d'existence du groupe local.

Lors de chacune de ses interventions, Ziad évoque la situation en Palestine, en particulier dans la bande de Gaza, où se poursuivent les agressions israéliennes. Il explique comment la population civile résiste au quotidien, reste attachée à sa terre tout en défiant les mesures de l'occupant. Selon Ziad, la résistance passe par l'éducation de la jeunesse, gage d'espoir pour l'avenir. Pour lui, le rôle des jeunes dans la société palestinienne constitue un enjeu majeur, une jeunesse confiante malgré les difficultés.

Quoi faire pour vous aider ? À cette question, il répond simplement : « Ne pas nous oublier. Parlez de notre réalité quotidienne, relayez les informations que nous pouvons vous transmettre et mettez en œuvre toutes les actions que vous voulez ou que vous pouvez. C'est à vous de décider l'opportunité de vos actions, tout comme c'est aux Palestiniens de décider de leur formes de résistance, de leurs positions politiques et sociales, de leur avenir. »

Après quelques vexations, « classiques », des autorités israéliennes à la frontière, Ziad a pu rejoindre son foyer et retrouver sa terre. Il nous a transmis son message de Noël depuis Gaza, alors que l'armée israélienne se livrait à des bombardements intensifs et meurtriers du nord au sud de la bande de Gaza : « [...] Gaza sans électricité, Gaza sans carburant, Gaza sans eau potable et Gaza sous les bombes de l'armée israélienne, continue d'exister, de résister et de persister, mais surtout continue d'espérer. Malgré tous les bombardements israéliens, les Gazaouis fêtons Noël ce soir et le nouvel an dans cinq jours. Gaza existera toujours ! »

Objet : **ÉCHANGE INÉGAL**

À : y.harte@sudouest.fr

Cc : mediateur@sudouest.fr

Bordeaux, le 25 décembre 2013.

Messieurs,

L'art du titre et l'art de la brève sont difficiles, je sais. Mais, en ce jour de Noël, il me semble que *Sud-Ouest* a fait trop fort, en page 5, pour que je ne réagisse pas.

**Titre : Israël : Échanges meurtriers à la frontière**

**Sous-titre : Conflit israélo-palestinien**

**Texte :** Une enfant palestinienne de trois ans a été tuée hier dans une série de raids aériens israéliens sur la bande de Gaza, trois membres de sa famille ont été blessés, et une autre personne l'a été à l'est de la ville. Un Israélien travaillant sur l'entretien de la clôture frontalière entre Israël et la bande de Gaza a, quant à lui, été tué, hier, par un sniper palestinien.

Ainsi, comme on dit, 1 à 1, la balle au centre.

Cette présentation des événements sous la forme d'« échanges » me heurte profondément.

L'Israélien qui a été tué, une partie de mes pensées va à sa famille, participait directement à l'entretien du blocus militaire illégal de la bande de Gaza, condamné à maintes reprises par l'ONU comme totalement contraire au droit international. Le tir dont il a été victime (je ne me prononce pas sur sa pertinence, je précise simplement que le droit à la résistance armée est inscrit dans la déclaration universelle des droits) a été le prétexte à un bombardement sur au moins douze points du territoire de la prison à ciel ouvert qu'est aujourd'hui la bande de Gaza pour un million huit cent mille personnes.

Ziad Medoukh, directeur du département de français de l'Université Al Aqsa de Gaza, en témoigne. Ainsi, Israël poursuit l'alternance entre attentats ciblés (également appelés exécutions extra-judiciaires) et bombardements aveugles. Parler d'« échanges meurtriers » comme on parle d'une bagarre entre supporters, ça ne vous semble pas un peu léger ? Et dans cet échange prétendu, n'y a-t-il pas quelque inégalité qui mériterait d'être signalée ?

**André ROSEVÈGUE,**

**Co-président de l'Union juive française pour la paix.**

Les adhérents de Palestine33 étaient conviés à l'assemblée générale de l'association, le 25 janvier, à Bordeaux. Au programme, bilan de deux ans d'activité et nouvelles orientations.

**F**IDÈLES est sans doute l'adjectif qui qualifie le mieux les adhérents de Palestine33 présents à cette assemblée générale. Quarante personnes qui, à un moment ou l'autre de leur vie, ont ressenti l'impérieuse nécessité de « faire quelque chose », agir, s'informer, pour briser le silence sur les souffrances et les luttes du peuple palestinien. Le déclic ? Une conférence, un film, un voyage, une émission... et voici qu'au-delà de la pensée conforme, des récits formatés, se dessine une réalité autre, dérangement, presque impensable. Nombreux ceux qui approfondissent le sillon depuis des décennies : comprendre encore et encore les rouages de la colonisation, de l'État sioniste ; analyser les mouvements populaires et les soutenir ; entrer chaque fois que possible en relation avec des Palestiniens et Israéliens en résistance. Une fois qu'on a mis le doigt dans ce combat, on ne peut pas passer à autre chose : ce serait se renier, trahir des amis et trahir même l'idéal de justice.

Et là-bas ? Rien ne bouge et tout bouge. La Palestine est entrée à l'ONU et à l'Unesco. Qui aurait pu imaginer cela il y a cinq ans ? La campagne BDS commence à porter ses fruits : des chefs d'entreprise israéliens s'inquiètent ; des artistes annulent leur

## COMBATTRE ABSOLUMENT L'ANTISÉMITISME

Il était difficilement possible de mener cette assemblée générale sans aborder la question des propos déplacés qui se sont tenus lors de la projection des films *The Lab* et *Ceci est ma terre*, les 17 et 18 janvier à l'Utopia. Il a été dit, hors micro, que « les Israéliens étaient pires que les Nazis » et évoqué, au micro, le fameux « complot » (sans dire « juif ») qui fait que... Par ailleurs, l'intervenante israélienne (Yaël Lerer) a été chahutée. Oui, la parole antisémite se libère. Alors, pour les militants de Palestine33, « il ne faut rien laisser passer : l'antisémitisme est à combattre absolument, il faut toujours recentrer sur la critique du sionisme ».

Le communiqué de l'AFPS sur l'affaire Dieudonné a été salué, au passage, comme un excellent texte.

## DEVENIR UNE RÉFÉRENCE EN GIRONDE POUR LE SOUTIEN À LA PALESTINE

concert ; l'Europe, bien qu'empêtrée dans ses contradictions, pourrait suspendre ses subventions aux organismes de recherche et aux entreprises situés en territoires occupés.

L'opération « Plomb durci », dans son horreur, avait permis enfin de prononcer le mot Apartheid et de diffuser l'idée du boycott. Les funérailles de Mandela ont amplifié la campagne.

Et en parallèle, comme dans tout pays géré en système ultra libéral, la pauvreté s'accroît et le fossé entre riches et pauvres s'amplifie. Qui peut dire ce qui arrivera si le front anticolonial et le front de revendication sociale se mettent à dialoguer ?

**INFORMER, SOUTENIR.** Les militants de Palestine33, donc, « font quelque chose », avec une parfaite lucidité sur la modestie de ce qui est produit par rapport à la puissance du pouvoir israélien<sup>1</sup>.

D'abord informer et réfléchir : réunions publiques, projections de films, ventes de livres, journées « 8 heures pour la Palestine », etc. Conférences, avec Michel Warschawski sur la politique de l'eau, avec Éric Hazan

sur la question d'un État commun, avec Geneviève Coudrais à propos de l'Apartheid ou Jean Pierre Bouché sur les Bédouins... Diffusion de films, souvent en collaboration avec le cinéma Utopia de Bordeaux, *Cinq caméras brisées*, *Route 60* et, dernièrement encore, *The Lab* et *Ceci est ma terre*. Information encore avec l'engagement dans la campagne « Un bateau pour Gaza » ou l'accueil de Salah Hamouri, peu après sa sortie de prison.

Recevoir des Palestiniens, c'est organiser un programme qui leur soit utile mais c'est aussi l'occasion de sensibiliser des Français à la cause palestinienne. Cela a pu être le cas avec l'accueil de la délégation d'Al Qarara, en lien avec le comité de jumelage de Saint-Pierre d'Aurillac, avec l'accueil de Fayeze Taneeb pour un projet d'action autour des oliviers et, bien sûr, l'organisation de la venue de la troupe de danse Joudour du centre social de Doha, près de Bethléem.

Palestine33 a manifesté contre la reprise des raids israéliens au printemps 2012 et ne cesse de relayer l'info sur les agissements de l'armée et la résistance populaire.



Sur un mode d'action proche de celui d'une ONG, l'association continue, enfin, de soutenir six projets sur le territoire palestinien. Ces projets sont alimentés par des dons et par les ventes d'artisanat.

### ENGAGEMENT DANS BDS FRANCE.

Au-delà du détail des actions, l'assemblée générale a voulu approfondir deux directions politiques fortes. Au cours des deux années écoulées, l'association a accentué ses liens avec l'AFPS (Association France Palestine solidarité), dont Palestine33 est maintenant groupe local à part entière : participation de huit délégués au congrès national de juin 2013, engagement de deux administrateurs au conseil national et d'adhérents dans des commissions, etc. Palestine33 contribue ainsi à la notoriété de la structure nationale, qui compte à présent 4459 adhérents.

En seconde orientation, il faut retenir l'engagement dans la campagne BDS. Il y a eu débat sur le principe même du boycott et sur la différenciation à faire, ou non, entre territoires occupés et territoire israélien. Cependant, peu d'actions ont été menées, par manque de dynamisme. Au final, l'association a rejoint la coordination Campagne BDS France, qui appelle au boycott de l'ensemble des produits israéliens. Ainsi, pour 2014/2016, Palestine33 décide de s'engager véritablement dans la campagne BDS : en relayant la campagne Orange, en soutenant les militants passant en justice, en informant et agissant sur l'ensemble du territoire girondin... Ceci sera à développer.

Autre orientation : amplifier, sur le modèle des militants de Loire Atlantique, les relations avec les élus, les syndicats et les associations ; et devenir ainsi une référence en Gironde pour l'information sur la Palestine. L'association est enfin partante pour la mise en place d'une coordination des groupes du Sud-Ouest, légère mais susceptible d'amplifier certaines actions.

Il est enfin souhaité de rajeunir l'association ! Un « remue-méninges » serait bienvenu pour aborder cette question !

**Alice MONIER**

1. Le détail des actions menées figure dans le rapport d'activités, qui peut être demandé au secrétariat de l'association.

## Comment et pourquoi sensibiliser les élus

« Il y a différentes entrées possibles pour sensibiliser les élus. » Pierre Leparoux\* a développé pour l'AG cette expérience, qui est un des points forts de Palestine44.

À la base, il s'agit, dans la logique de l'AFPS, de « faire bouger les lignes de l'État français quant à sa politique vis à vis d'Israël ». Les élus à sensibiliser sont, bien sûr, les députés et les sénateurs, les conseillers généraux et régionaux, mais tout autant les maires et les conseillers municipaux. Ainsi, Palestine44 a proposé, à deux reprises depuis 2005, des délibérations à toutes les communes du département : l'occasion de donner de l'information et de provoquer du débat. Le conseil général, quant à lui, avait participé pour 5000€ à l'opération « Un bateau pour Gaza ».

Pour arriver à ces résultats, Palestine44 envoie gratuitement son bulletin à tous les conseillers généraux et régionaux, et aux élus municipaux sympathisants ; et effectue une fois par an une tournée des parlementaires. Ceci est réalisé au titre de la plate forme des ONG, à laquelle participent surtout le CCFD, Terre solidaire et la Ligue des droits de l'Homme.

L'association organise aussi des visites d'élus en Palestine, afin de leur montrer la réalité du terrain, ce qui n'a jamais lieu lors des visites officielles en Israël. Au-delà des élus, elle entretient des contacts réguliers avec les responsables de partis : PS, UMP, PC, Europe écologie les Verts, NPA et Lutte ouvrière.

Enfin, Palestine44 met à profit le dispositif de la coopération, en visant particulièrement, à la demande des Palestiniens, à créer des coopérations avec des communes en zone C, à Jérusalem et à Gaza. Le sens de la coopération est d'abord envisagé comme politique, même si l'obtention de fonds pour le développement a toute son importance. En faisant jouer la notion de responsabilité sociale des entreprises, les retombées peuvent aussi servir à développer les orientations Désinvestissement et Sanctions de la campagne BDS.

Expériences à utiliser, donc, pour ce chantier 2014/2016 de Palestine33.

\* Pierre Leparoux, président de Palestine44 et membre du conseil national de l'AFPS, était l'invité de notre assemblée générale.

### Les amis,

C'est en 1991 que l'idée a germé de constituer sur Bordeaux un groupe de personnes sensibles à la cause palestinienne. Vingt-trois ans plus tard, nous voici rassemblés en assemblée générale.

Le comité Palestine33 a connu des hauts et des bas, mais il est toujours là. Que soient remerciés les centaines d'amis qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à maintenir la cause palestinienne bien vivante sur notre agglomération et notre département.

Certes, en vingt-trois ans, la situation ne s'est pas améliorée. Dans la bande de Gaza, où Palestine33 a plus particulièrement fait porter ses efforts, on peut même dire que chaque année cette situation s'est détériorée. Hier, notre ami Ziad nous faisait part de la mort par balle d'un jeune qui manifestait, avec plus de trois cents personnes, dans la zone tampon de sécurité imposée par les forces de l'occupation israélienne. Les dirigeants israéliens ne supportent pas ces manifestations pacifiques qui se développent dans la bande de Gaza.

La résistance populaire pacifique, elle, se développe. C'est là que se fonde notre raison d'espérer en des jours meilleurs pour nos amis. Qu'ils parviennent au plus tôt à l'application de leurs droits reconnus par la communauté internationale. Ils savent que nous sommes à leur côté.

Pour ce qui nous concerne, Françoise et moi, nous sommes heureux de voir que la relève est bien là, ce qui nous fait accepter les limitations imposées par les années qui passent. Mais nous entendons poursuivre, à notre mesure, l'engagement pris il y a vingt-trois ans, Françoise en continuant à écrire à des prisonnières et moi à rester en lien avec le PCHR (*Palestinian Center for Human Rights*).

Bon vent, les amis.

**Jacques SALLES**

Près de cinq millions de Palestiniens vivent dans soixante-et-un camps « officiels » en 2014. Dix-neuf sont situés en Cisjordanie, huit dans la bande de Gaza, dix en Jordanie, quinze au Liban et neuf en Syrie.

## Au cœur de la colonisation sioniste en Cisjordanie - 2

# AVEC LES RÉFUGIÉS DU CAMP DE DHEISHEH

**A** PRÈS UNE SECONDE NUIT à Jérusalem, nous prenons la direction de Bethléem et du sud de la Cisjordanie. Au long du trajet, le mur sillonne les collines et scarifie les terres palestiniennes ; les check-points, toujours aussi militarisés, parsèment le parcours. Dépassant Bethléem, notre taxi nous dépose devant notre lieu de séjour, le camp de réfugiés de Dheisheh, un des trois camps (avec Aida et Beit Jibrin) situés à sa périphérie. Souffrance, résistance, jeunesse pourraient résumer la situation de Dheisheh, identique en cela à la plupart des autres camps de réfugiés palestiniens.

L'histoire du camp et la vie quotidienne des habitants constituent le programme de la matinée, avec notre guide du centre culturel Ibdaa - عذابا, qui signifie « capacité de création » -, où nous passerons la nuit. Nous avons du temps avant la « visite guidée » du camp, nous partons donc déambuler dans Dheisheh.

Le camp est un labyrinthe de ruelles étroites, des maisons en béton qui s'élèvent sur plusieurs étages et empêchent la lumière de passer, des murs porteurs de graffiti et de posters de martyrs. Nous retrouvons l'hospitalité et la chaleur palestiniennes, appréciées il y a peu à Bil'in : regardant une boutique depuis l'extérieur, nous sommes invités à y pénétrer. Quelques mots en anglais et le petit déjeuner nous est offert en guise de bienvenue. Nous échangeons avec les Palestiniens présents, serveurs de la boutique et clients qui y pénètrent. Ils abordent la réalité de leur quotidien avec une pudeur mêlée à de fierté, comme ce père de famille qui nous présente son fils aîné, en partance (d'ici quelques jours) pour Allemagne afin d'y poursuivre ses études de médecine. Une autre façon de résister nous est présentée ainsi, en filigrane.

Le camp de Dheisheh a été établi en 1949 sur un terrain de 0,6 kilomètre

carré, loué au gouvernement jordanien. Le camp devait servir de refuge temporaire pour trois mille quatre cents Palestiniens venus de quarante-cinq villages situés à l'ouest de Jérusalem et de Hébron, qui ont été chassés pendant la Nakba. L'histoire du camp est marquée par la lutte. Vers 1950, les premières habitations en béton (trois mètres carrés par famille) ont remplacé les tentes. Jusqu'au retrait des troupes israéliennes en 1995, le camp était complètement encerclé par une barrière couverte de fils barbelés, qui ne permettait d'utiliser qu'une seule des quatorze entrées du camp. L'armée israélienne contrôlait complètement les déplacements. De nombreux affrontements d'une violence extrême eurent lieu entre les militaires et les réfugiés, causant la mort de dizaines de Palestiniens, l'emprisonnement et l'infirmité de centaines d'autres.

**SENTIMENT D'ABANDON.** Durant les accords d'Oslo, la situation précaire des réfugiés fut complètement passée sous silence, leur donnant un sentiment

de désespoir et l'impression d'être laissés de côté par les négociations. Avec le début de la seconde Intifada en septembre 2000, les Palestiniens ont subi une répression particulièrement violente, sans précédent dans l'histoire du conflit. Les Israéliens pillèrent le camp, détruisant les maisons et causant la mort de centaines de réfugiés. Ils tuèrent des enfants dans les rues, enfermèrent des familles chez elles, les privant d'eau et de nourriture pendant plusieurs jours, et bloquèrent l'accès aux soins pour les blessés et les mourants.

Les habitants subissent encore les séquelles de tout cela : avec le nombre important d'hommes tués, blessés, emprisonnés ou infirmes, beaucoup de femmes sont devenues la seule source de revenus du foyer. Elles doivent alors subvenir aux besoins de leur famille tout en continuant d'entretenir la maison, de s'occuper des enfants et de leur éducation, et parfois même des membres de la famille infirmes ou trop âgés. De nombreuses femmes souffrent de ces conditions de vie de plus en plus





difficiles, et désespèrent de voir un jour leurs conditions changer.

Le camp de Dheisheh abrite à l'heure actuelle onze mille personnes, qui vivent dans moins d'un kilomètre carré. Seulement deux écoles sont à disposition des habitants, mais elles manquent cruellement de moyens. Mais les plus touchés par la pauvreté croissante et la violence permanente, ce sont sûrement les enfants et les jeunes, soit la moitié de la population du camp. Deux écoles des Nations Unies (du CP à la troisième), mille quatre cents élèves par école, il peut y avoir jusqu'à cinquante, cinquante-cinq élèves par classe. Pour le lycée, public ou privé, il faut aller en ville et c'est très cher. Il y a deux universités à Bethléem, mais il est très difficile de terminer ses études et d'avoir du travail. Un seul médecin, à temps partiel, s'occupe de tous les malades du camp, qui ne dispose que d'une clinique ou plutôt un dispensaire.

Les violations répétées des droits de l'homme, l'instabilité politique et l'atmosphère de violence qui règne dans le camp ont privé les enfants réfugiés de vivre une enfance normale. L'électricité et l'eau sont contrôlées par les Israéliens et sont très souvent coupées.

Revenus au centre culturel Ibdaa, à l'entrée du camp, avec mes amis du groupe, je leur fausse compagnie car j'ai réussi, grâce à Nizar (le directeur du centre), à contacter notre ami Eyman, le directeur du centre socio-culturel de Doha. Cinq-cents mètres à pied et nous

prenons le déjeuner chez Eyman qui est un fidèle de la Gironde. Il est venu deux fois en quelques années à Bordeaux, avec les adolescents du centre, reçus et hébergés à Martignas-sur-Jalle.

L'après-midi, nous partons visiter Bethléem, où l'atmosphère s'avère bien différente. Au calme et à la tranquillité des ruelles du camp succèdent les hordes de touristes déversées par les autobus des voyageurs, sur la place, devant la basilique de la Nativité. À

Les activités du centre Ibdaa touchent plus de 1500 enfants, jeunes et femmes, et fournit un revenu à plusieurs dizaines de familles du camp de Dheisheh. À travers l'art, la danse, la musique, l'éducation et les sports, autour de valeurs fortes, démocratie, droits de l'homme, laïcité, mixité, Ibdaa aide enfants et adolescents à partager leurs expériences et leurs rêves pour l'avenir. Le centre effectue aussi un travail en direction de la communauté internationale sur la situation des réfugiés palestiniens.

Photos Patrick Serres.

l'autre bout, le minaret, symbole de la coexistence pacifique des religions pendant des siècles.

**L'ARDEUR DE LA JEUNESSE.** Après la visite des lieux saints, retour sur la place devant le centre culturel de la paix où des groupes de jeunes Palestiniens font découvrir les musiques et danses traditionnelles de leur pays. Il déploient la même ardeur que nos amis du centre de Doha et sa troupe Joudour. Et puis, Bethléem, c'est aussi sa vieille ville avec son souk et ses vieilles demeures, que nous apprécions pour leur fraîcheur.

En soirée, au camp de Dheisheh, nous vivons un moment intense avec les jeunes du camp en assistant à la retransmission du match de football de ligue 1 espagnole Barcelone/Real de Madrid. Une ambiance indescriptible règne dans la salle du centre culturel où est projeté le match. Manifestement 90 % de l'assistance soutient Messi et ses compagnons du Barça. Finalement, en réagissant aux mêmes actions et en saluant les mêmes buts, nous nous retrouvons anonymes mais intégrés dans cette salle, et nous finissons par oublier pour un moment le mur, les colonies, les soldats israéliens armés et les difficultés quotidiennes de la vie des réfugiés de Dheisheh.

**Patrick SERRES**

Prochaine étape de ce voyage, Hébron. Dans le prochain numéro de *Palestine33*.



En ce début d'année 2014, déclarée par l'ONU année de la solidarité avec le peuple palestinien, le soutien aux prisonniers et à leurs familles doit être en première ligne.

**L**ES VALEURS UNIVERSELLES ne peuvent s'arrêter aux frontières de la Palestine occupée. Marwan Barghouti, député, emprisonné depuis avril 2002, condamné cinq fois à perpétuité et porte-drapeau de tous les prisonniers politiques palestiniens, s'est adressé à la communauté internationale depuis la cellule 28 de la prison de haute sécurité Hadarim. Les dernières lignes de son appel mettent l'accent sur les prisonniers (jeunes, vieux, femmes, enfants) qui croupissent dans les prisons israéliennes, au mépris du droit international puisque l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève interdit de transférer tout ou partie d'une population occupée sur le territoire de l'occupant.

L'inventaire dressé début février 2014 par Abdoul Nasser Farawneh, du ministère palestinien des Prisonniers, est éloquent. Il reprend les données communiquées par Addameer et B'Tselem<sup>1</sup>. 4 768 Palestiniens sont à ce jour emprisonnés en Israël, dans dix-sept prisons, centres de détention et centres d'interrogatoire. Parmi ces prisonniers, cent soixante-dix-sept enfants, dix-sept femmes (Lina al-Jarbouni, arrêtée en 2002, purge la peine la plus longue, dix-sept ans, à la prison Asharon) et douze parlementaires.

474 détenus ont été condamnés à vie. Cent cinquante personnes sont en détention administrative, renouvelable indéfiniment, sans inculpation ni pro-

1. **Addameer** (« conscience » en arabe), organisation palestinienne non gouvernementale de défense des droits de l'homme et de soutien aux prisonniers. [www.addameer.org] (en anglais)

**B'Tselem** (« à l'image de » en hébreu), centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés. [www.btselim.org] (en anglais)



## BRISER LA VOLONTÉ D'UN PEUPLE EN S'ATTAQUANT À SES ENFANTS

cess, pratique héritée du mandat britannique. Sept prisonniers ont entamé une grève de la faim, quatre d'entre eux ont été transférés à la clinique de la prison de Ramleh. C'est le plus grand nombre de grévistes depuis septembre 2013.

Depuis le début de l'année, des responsables des associations de la société civile palestinienne sont arrêtés lors de véritables raids des forces d'occupation dans leurs locaux et à leur domicile. Le dernier, dans la nuit du 24 février, visait la fondation Solidarité pour les droits de l'homme, à Naplouse.

**LES ENFANTS PARTICULIÈREMENT CIBLÉS.** Chaque jour, l'armée d'occupation israélienne enlève des enfants palestiniens dans la rue ou à leur domicile, parfois en pleine nuit, pour les embarquer, les mains liées par des menottes en plastique qui leur écorchent la peau et les yeux bandés, vers des centres d'interrogatoire où ils subissent des tortures physiques et psychologiques. Il leur est en général demandé d'avouer qu'ils ont lancé des pierres contre des chars ou des bulldozers en train de démolir des maisons (délit passible d'une peine allant jusqu'à vingt ans de prison), de dénoncer d'autres enfants, de devenir des « informateurs » de l'occupant et de signer des aveux en hébreu (langue qu'ils ne connaissent pas). En outre,

ils n'ont pas le droit, durant l'interrogatoire, d'être accompagnés par un parent, ni assistés par un avocat.

Dans un rapport de mars 2013, l'Unicef avait déjà relevé que « dans aucun autre pays les enfants ne sont systématiquement jugés par des tribunaux militaires qui, par définition, ne fournissent pas les garanties nécessaires au respect de leurs droits ». L'organisation évalue à environ sept cents, chaque année, le nombre d'enfants arrêtés, interrogés, voire détenus par l'armée, la police et les agents de sécurité israéliens, épreuves qui produisent un traumatisme durable.

« L'enfant est emmené dans une jeep, sans autre précision, sans qu'il ait pu changer de vêtements. Les soldats ne précisent pas aux familles où sont emmenés leurs enfants. [...] De leur lieu d'arrestation jusqu'au lieu de l'interrogatoire, le transfert peut durer une journée entière. Des menaces et des accusations verbales sont proférées par des soldats. Ils sont privés d'eau, de nourriture, on les empêche de dormir, et ils ne peuvent aller aux toilettes. »

Un seul exemple : le 16 novembre dernier, les forces d'occupation ont arrêté Mohammad Al-Ezzeh, 16 ans, à son domicile de Bethléem. Transféré à la prison d'Ofer, il a subi un interrogatoire durant cinq jours. Selon l'avocate d'Addameer, le tribunal devant lequel il



Ici, aux pentes des collines,  
face au crépuscule  
et au canon du temps  
près des jardins aux ombres brisées  
nous faisons  
ce que font les prisonniers  
ce que font les chômeurs  
nous cultivons l'espoir.

**Mahmoud Darwich**  
*État de siège*

a été présenté, bien qu'informé de son état de santé (il souffre d'asthme), l'a maintenu en prison trente-trois jours sans lui fournir le traitement nécessaire, mettant ainsi sa vie en danger.

Les aveux forcés sont utilisés pour faire pression sur l'avocat de la défense et l'amener à un plaider-coupable malgré le manque de preuves. Pour libérer les enfants, y compris lorsque l'arrestation est avérée arbitraire, des cautions exorbitantes, qui peuvent atteindre 4 000 shekels (environ 800€), sont exigées des familles. Bien entendu, il n'est pas tenu compte de leur situation financière et beaucoup de familles doivent emprunter l'argent ou prendre sur leurs besoins essentiels. Annuellement, ce chantage financier et affectif coûte aux Palestiniens entre 13 et 15 millions de shekels (2,6 à 3 millions d'euros), une punition collective à long terme à l'encontre des familles et de toute la société palestinienne.

L'appel au boycott d'un État qui se refuse à tout respect du droit international, en particulier des conventions sur les droits de l'enfant, est légitime ; exigeons de notre gouvernement qu'il impose à Israël la libération de tous les prisonniers palestiniens.

**Nicole DELAVEAU**

*L'arrestation, filmée (et diffusée) par B'Tselem, le jeudi 11 juillet 2013 de Wadia Karam Meswada, âgé de moins de six ans, par les forces d'occupation israéliennes de l'unité « Golani », qui l'ont détenu pendant deux heures dans un camp militaire près du Caveau des Patriarches à Hébron.*



## 27 ans, 17 ans, 30 ans, perpétuité et après

À la mort de Nelson Mandela, un monde est parti avec lui dans le cimetière de son village natal. Ce jour-là, les « crocodiles » ont versé une larme et poussé des soupirs hypocrites. Ils étaient tous là, ceux qui ont soutenu le régime raciste de l'apartheid, sauf Israël qui a prétexté des « raisons financières ». Pourquoi personne n'a-t-il énuméré les États qui ont soutenu en son temps cet État d'apartheid ? Pourquoi personne n'a-t-il noté la collaboration des services secrets israéliens dans la répression directe des révolutionnaires ? Comment se fait-il que personne n'ait signalé l'aide de Cuba à la lutte contre l'apartheid ? Les médias ont préféré retenir le flirt d'Obama avec la Première ministre du Danemark.

Masquée par cette hypocrisie médiatique, des larmes réelles étaient versées par ceux et celles qui avaient le « cœur gros » d'avoir perdu un militant de la liberté des peuples et des opprimés. Qui a brisé, y compris par la violence, les chaînes de l'oppression coloniale et raciste, et mis à bas le régime de l'apartheid le plus honni du monde. À l'occasion de cette cérémonie, aucune information n'a rappelé la longue marche de cette lutte, ni célébré la mémoire de tous ceux qui sont tombés, comme notre camarade Steve Biko, l'homme de la conscience noire, pour que la « communauté internationale » daigne se pencher sur cette « sale » situation coloniale.

Ce jour-là méritait une « ola » populaire et gigantesque, comme un tsunami pour réveiller le monde ! Tous debout, pour mettre en harmonie les idées de Nelson Mandela dans ce monde de barbarie et d'apartheid et libérer tous les prisonniers politiques.

Mais l'histoire n'est pas aussi mécanique qu'on le voudrait. Hélas !

Lorsqu'en 1990, Nelson Mandela a été libéré, après vingt-sept années et demi de séquestration par le régime raciste d'Afrique du Sud, nous pensions que la « civilisation nouvelle » allait montrer son désir de mettre fin à la barbarie des régimes qui maintiennent les militants dans un état de privation de liberté extrême. Nous pensions qu'un cycle de barbarie d'État venait de se refermer, espoir confirmé par la libération du Mandela marocain, Abraham Serfaty, qui a purgé dix-sept ans de prison dans les geôles d'Hassan II à Tazmamart. Les « emblèmes » de notre lutte étaient libres, allions-nous vers plus de justice, plus d'humanisme et moins de souffrances ? Dans les années de notre jeunesse nous avons cru que vingt-sept était un nombre d'années d'emprisonnement indépassable. Les monstruosité de l'ancien monde allaient être jetées aux ordures. La civilisation allait mettre dans les poubelles de l'histoire ces pratiques nauséabondes du racisme, du colonialisme, du fascisme et de la vengeance d'État.

Mais non ! La barbarie est toujours là, avec davantage de victimes, d'assassinats « ciblés », et plus de prisonniers politiques qui ont largement dépassé l'ignoble record de Mandela. Comme si la peine de mort avait été remplacée par une peine sans fin de tortures morales, physiques et psychologiques.

Comment définir des régimes qualifiés de démocraties, respectueuses des « Droits de l'Homme », qui accusent les autres de barbarie, lorsque des prisonniers politiques vont y dépasser la trentaine d'années de détention (Georges Ibrahim Abdallah en France), ou l'ont déjà dépassée (Mumia Abu Jamal, trente-et un ans), largement dépassée (Leonard Pelletier, trente-sept ans). Comment accepter qu'Israël ait condamné à vie 474 Palestiniens (le doyen des prisonniers, Karim Younis, est derrière les barreaux depuis plus de trente-et-un ans, Marouane Barghouti purge depuis 2002 cinq peines de prison à perpétuité...) et pratique la détention administrative qui autorise l'emprisonnement sans jugement, sans preuve, sans avocat, et renouvelable à l'infini.

La barbarie comme le colonialisme sont de retour pour, prétendent, nous protéger des barbares (Irak, Lybie, Syrie, etc.). Ou pour, prétendent, sauver les populations (Cote d'Ivoire, Mali, Centrafrique) qu'on fera rentrer de force dans Notre Histoire.

**Gilbert HANNA**

Clé des ondes 90.10

[contact facebook et hannagilbert.overblog.com]

Focus sur un de nos partenaires dont le postulat, « Tout ce qui est humain est nôtre », pourrait fort bien convenir à notre association. Autre point fort de convergence entre nous, la solidarité, mise en avant dans chaque réflexion et action du Secours populaire.

**H**ÉRITIER de plusieurs mouvements populaires, le Secours populaire français a été fondé en 1945. Il s'est donné pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion, et de promouvoir la solidarité et ses valeurs, rassemblant des personnes de toutes opinions, conditions et origines qui souhaitent faire vivre la solidarité. Aujourd'hui, huit cent mille bénévoles développent cette solidarité, en France et au-delà des frontières.

En France, le Secours populaire est particulièrement attentif aux problèmes d'exclusion et y apporte des réponses différenciées. Sur le court terme, par une solidarité d'urgence basée sur l'écoute, l'alimentaire, le vestimentaire, l'hébergement d'urgence ou l'orientation vers une structure de soins. Sur la durée, par une aide aux personnes et aux familles dans leurs démarches et leur accès aux droits (logement, santé, vacances), à la culture et aux loisirs, au sport, à l'insertion professionnelle. Urgence ou non, le respect de la dignité des personnes aidées est primordial pour l'association, ainsi que leur mise en mouvement pour la pratique de la solidarité.

Les fédérations du SPF de Gironde et du Gers se sont engagées, avec Palestine33, à la réalisation d'actions de solidarité à Gaza. Plus particulièrement en lien avec le projet « formation et

## TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NÔTRE



Groupe de travail « Monde » du SPF 33. De droite à gauche, André Giraud, Jean Paul Drapeau, Carmen Bidau, Alain Salinères, Jo Panossian, Claude Latrille.

sensibilisation aux problèmes de santé des femmes de milieu rural » à Gaza, porté par notre partenaire local PMRS (Palestinian Medical Relief Society).

La fédération du Gers parraine depuis plusieurs années le projet « Opération sourire » du PARC (Palestinian Agricultural Relief Committees), qui organise des camps d'été pour les enfants de Gaza, permettant d'alléger la charge psychologique et matérielle des mères (cinq cents enfants et leurs mères ont ainsi pu bénéficier de cette action).

**POURQUOI GAZA ?** À cette question, nos amis du groupe de travail « Monde » de la fédération girondine du SPF ont plusieurs réponses. La justice ou, plus précisément, le refus de l'injustice dont sont victimes en particulier les Gazaouis, depuis des décennies et qui s'aggrave depuis le blocus mis en place par Israël. La difficulté de la vie et le courage des femmes, confrontées à cette situation et qui se retrouvent de fait en « première ligne » des souffrances, des privations, des

blessures psychologiques et qui, malgré tout, font front et résistent.

Mais aussi l'attachement à l'éducation populaire et à l'émancipation, ainsi que le respect de la dignité des personnes aidées, qui sont des valeurs primordiales pour l'association. « Sur l'ensemble des continents, qu'il s'agisse d'urgence, de projets de réhabilitation ou de projets de développement, nous travaillons étroitement avec des associations locales capables d'identifier les besoins des populations. C'est en cela que les activités du PMRS et du PARC nous sont apparues intéressantes et faisant partie des projets accessibles à nos fédérations départementales. »

P.S.

Le SPF une association de solidarité à découvrir ou redécouvrir. En Gironde existent 20 antennes et comités locaux.

**SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS**  
95 quai de Paludate, 33800 Bordeaux  
05 56 92 79 92  
[contact@spf33.org]  
[www.secourspopulaire.fr]

*Palestine33 remercie le SPF et ses fédérations 32 et 33 pour le soutien accordé à nos projets de solidarité à Gaza. Nos amis palestiniens de Gaza, touchés par la qualité de leur écoute, nous chargent de leur transmettre leur affection.*

### Projets de solidarité avec la Palestine portés nationalement par le SPF

– à Jérusalem Est, programme de citoyenneté et de solidarité en direction de la jeunesse. Il concerne 15644 jeunes, par des formations et par la création de comités de jeunes citoyens.

– à Hébron, accès à l'éducation. Programme d'activités culturelles et sportives, réhabilitation d'une ludothèque, soutien scolaire.

– en Cisjordanie, accès à la santé et à l'éducation. Programme psycho-social par l'accueil d'enfants handicapés physiques et/ou mentaux dans cinq centres communautaires.

## Contre l'annexion de la vallée du Jourdain

# PENDANT LES NÉGOCIATIONS LA RÉSISTANCE CONTINUE



**D**ES CENTAINES DE SOLDATS israéliens ont lancé un raid à Ein Hijleh, dans la vallée du Jourdain, et brutalement expulsé tous ses habitants dans la nuit du 6 au 7 février, puis ils ont déclaré le village « zone militaire fermée ». Deux cents Palestiniens se trouvaient dans le village au moment de l'attaque, trente-deux ont été blessés et transportés à l'hôpital de Jéricho. Les forces israéliennes ont tiré des quantités impressionnantes de grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc pour disperser ceux qui s'étaient rassemblés au centre du village, pendant que des femmes et des enfants étaient arrachés des maisons et des tentes dans lesquelles ils dormaient. Les soldats ont roué de coups les villageois avant de les transporter de force à Jéricho.

Les 3 et 4 février, de nombreux éléments des forces armées israéliennes et de la police des frontières avaient fait des descentes dans le village, pour supprimer un panneau de bienvenue portant le nom de Ein Hijleh, situé sur la prétendue route 90. Des chaînes humaines avaient tenté de les empêcher, plusieurs Palestiniens blessés et emmenés à l'hôpital de Jéricho, bien que l'ambulance et l'équipe médicale n'aient pu entrer dans le village.

**RÉCUPÉRATION DU VILLAGE.** Plusieurs centaines de Palestiniens s'étaient installés le 31 janvier à Ein Hijleh, village inoccupé près de la Mer morte, dans la vallée palestinienne du Jourdain, avec des militants de la solidarité internationale. Des troupes avaient aussitôt été massées en permanence autour du village, empêchant l'eau, les vivres, les équipes médicales et les journalistes d'y entrer, interpel-

lant les militants solidaires qui voulaient le rejoindre, se préparant à le prendre d'assaut.

Le député Mustafa Barghouti a souligné, dans un communiqué à *Ma'an News*, que le projet de « faire revivre le village de Ein Hijleh, pour promouvoir le mouvement de résistance populaire et la campagne d'appel au boycott et aux sanctions contre Israël, a commencé sur la lancée des actions menées il y a un an à Bab al-Shams et Ahfad Younis »<sup>1</sup>. « Une première étape pour étendre la souveraineté palestinienne sur l'ensemble du territoire national palestinien, selon Munir Alhagoub, du Bureau de la mobilisation et de l'organisation, [qui appelle] tout notre peuple à l'appliquer pour résister à la colonisation israélienne. »

Ein Hijleh se trouve en zone C, sur un millier de dunums de terres agricoles appartenant au monastère de Deir Hijleh, et où s'est installé un camp de l'armée d'occupation sous prétexte de « sécurité ». Mahmoud Aloul, du comité central du Fatah, présent au village, a déclaré : « Cette terre nous appartient et personne ne nous empêchera d'obtenir notre liberté et notre droit légitime. Ici nous resterons, nous ne sommes pas intimidés par la mobilisation des forces d'occupation, nous avons un droit que nous n'abandonnerons jamais. » Le Fatah avait lancé un appel invitant ses cadres à se diriger vers le village et « à résister à la colonisation, ce cancer qui dévore » les territoires palestiniens.

L'organisation de la « récupération » de Ein Hijleh a été dirigée par un comité, convoquant des réunions pour discuter et approuver, jour par jour, le programme des activités : rénovation de plusieurs maisons, installation de

panneaux solaires, défrichage et plantation autour du village d'arbres offerts par l'Office de secours de l'environnement ; accueil de diplomates, d'élus et de journalistes pour les informer sur l'histoire et la situation des Palestiniens de la vallée du Jourdain. En soirée, des activités artistiques ainsi que des discussions culturelles et politiques ont été animées par des universitaires et des artistes. Le dimanche 2 février a été un jour de prière « pour restaurer l'unité du peuple palestinien, indépendamment des différences religieuses, ethniques et politiques ».

Monther Amira, militant du Comité de lutte populaire du camp de réfugiés d'Aida à Bethléem, a dit que l'expulsion ne mettra pas fin au travail des activistes : « Nous poursuivrons notre campagne Melh al-Ard (le Sel de la Terre) ; nous continuerons à être le sel de cette terre, à nous acharner contre la politique israélienne sur toutes les terres palestiniennes, en particulier contre la judaïsation et l'annexion de la Vallée du Jourdain. »

### SOURCES

AFPS [[www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)]  
rubrique Résistance populaire non violente  
[[www.ism-france.org](http://www.ism-france.org)]  
Popular Struggle Coordination  
Committee [FaceBook]



1. Voir *Palestine33* numéro 111.

# AGENDA *Palestine*

## SEMAINE ANTI-COLONIALE

À l'initiative de Palestine33, l'UJFP, la Clé des ondes, avec MRAP, Cauri 33, collectif GIA, Amis du clown Chocolat, Arche de Gaza.

### Solidarité avec les prisonniers palestiniens

**SAMEDI 8 MARS** de 17 h à 23 h

Salle Son Tay - Bordeaux

47 rue de Son Tay (Tram C arrêt Belcier)

> 17 h, projection du film

#### **Libres dans la prison de Gaza**

de Chris Den Hond et Mireille Court, suivie d'un débat

avec Moncef Chahed, de l'AFPS (association France Palestine solidarité groupe de travail « prisonniers »).

> 19 h, chansons par la **chorale des Amis de l'Ormée**.

> 19 h 30, apéritif et buffet.

Expo photos, Femmes

palestiniennes en résistance.

Présentation du projet

**l'Arche de Gaza**.

> 20 h 30, concert avec

#### **Les Bombyx du Cuvier**.

Lecture de lettres de prisonnières.

### Route 60

#### **Un itinéraire au-delà des frontières**

Documentaire d'Alaa ASHKAR

France-Palestine-France - 2013 - 1h14

**5 projections-débats** en présence du réalisateur, stand de revues et d'artisanat présentés par Palestine33.

> **La Réole** - samedi 22 février à 18 h au cinéma Le Rex

> **Langon** - dimanche 23 février à 17h 30 au cinéma Le Rio

> **Saint-Pierre-d'Aurillac** - samedi 8 mars à 18h 30, restaurant scolaire, avec l'Association solidarité Al Qarara.

> **Créon** - lundi 31 mars à 20h 30 au cinéma Max Linder

> **Sainte-Foy-la-Grande** - mardi 1<sup>er</sup> avril à 20h 30 au cinéma La Brèche

### 30 MARS

**Journée de la terre**, commémoration des événements de 1976, quand les forces de sécurité israéliennes ont tué six citoyens palestiniens d'Israël et en ont blessé beaucoup qui protestaient contre le vol des terres palestiniennes. Trente-huit ans plus tard, Israël continue son régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid, et intensifie partout ses violations des droits élémentaires des Palestiniens.

## BDS Contre SodaStream et les circulaires scélérates Alliot-Marie



**L**ES CAMPAGNES PUBLICITAIRES de Sodastream ont braqué les projecteurs sur le lieu de fabrication de son produit phare (un appareil à faire des bulles), la colonie Mishor Adoumim, en Palestine occupée<sup>1</sup>. Scarlett Johansson, égérie de la marque pour un spot à quatre millions de dollars pendant le Super Bowl<sup>2</sup>, a dû abandonner son statut d'ambassadrice de l'ONG Oxfam. En France, la lettre ouverte de Joe Sacco et de Tardi protestant contre le partenariat du festival de BD d'Angoulême avec Sodastream, reprise par plus de 80 auteurs de bande dessinée, a été relayée dans la plupart des médias.

« Belle caisse de résonance pour un feuilleton qui dure depuis plus de quatre ans, dans lequel l'AFPS a eu un rôle moteur, et qui vient fort malheureusement de lui valoir, à elle toute seule, une condamnation au civil sur plainte de l'importateur », déplore Robert Kissous, du bureau national.

Dès 2009, les groupes locaux de l'AFPS sont intervenus auprès des distributeurs et des consommateurs. S'appuyant sur l'arrêt Brita de la Cour européenne de justice<sup>3</sup>, l'AFPS saisit les ministères concernés et les directions des Douanes. Concluant à « l'engagement particulièrement justifié de poursuites pénales », la répression des fraudes de Loire-Atlantique dressait un PV concernant l'importateur nantais OPM, adressé au procureur de la République en mars 2011<sup>4</sup>.

En février 2012, le procureur classe sans suite ! L'AFPS et l'Indecosa CGT portent alors plainte contre OPM pour tromperie sur l'origine du produit. « Nous sommes déboutés en mars 2013, explique Robert Kissous. Si le TGI reconnaît que le lieu de fabrication ne correspond pas à l'étiquette, ce n'est

qu'une inexactitude [...] qui ne revêt pas le caractère intentionnel nécessaire pour qu'il y ait tromperie.

« Fermez le ban ! À vrai dire pas tout à fait. L'importateur avait entre temps attaqué l'AFPS pour dénigrement. Et nous venons d'être condamnés à 4000 euros de dommages et intérêts et aux dépens. La décision rappelle que "relève de l'exercice de la liberté d'expression la provocation d'autrui à se détourner d'un produit" ou "appel au boycott", et... certes, les colonies sont illégales, mais on nous interdit de qualifier de la sorte les produits qui en sont issus, ni même d'illicites. L'étiquetage est assurément faux, mais nous n'avons pas le droit de dire qu'il est trompeur ! »

Tout en déclarant les colonies illégales, l'État français laisse circuler les produits qui en sont issus. Pire : malgré les démarches de parlementaires et de personnalités auprès de Christiane Taubira, il maintient les circulaires scélérates Alliot-Marie appelant les procureurs à poursuivre les personnes qui pratiquent le boycott citoyen.

**Signez et faites signer la pétition du Collectif national pour l'abrogation des circulaires Alliot-Marie !**

[[www.france-palestine.org/](http://www.france-palestine.org/)

Boycott-Desinvestissement,20332]

**Amplifions la campagne BDS, Boycott, Désinvestissement, Sanction, la réponse citoyenne non violente à l'impunité d'Israël !**

Lire aussi le témoignage d'un ouvrier palestinien : « SodaStream nous traite comme des esclaves » [[www.bdsfrance.org/](http://www.bdsfrance.org/)]

1. Voir *Palestine33* numéro 114.

2. Finale du championnat de football US.

3. Établissant que des produits des colonies ne peuvent bénéficier de l'exonération des droits de douane.

4. Il réclamait 200 000 euros d'arriérés de taxes sur la période 2008-2009.

**Palestine33** > **Abonnement** (un an) au journal, 15 €

> **Adhésion** (selon revenus) à partir de 10 €.

Cette cotisation permet de recevoir notre journal (six numéros par an), le bulletin de l'AFPS (quatre numéros par an) et la web-lettre hebdo de l'AFPS.

> **Les dons**, qui servent à financer les actions de solidarité en Palestine, sont déductibles des impôts (un reçu fiscal sera envoyé).

**Pour nous joindre**, hormis nos manifestations publiques, écrire à Palestine33, 27 rue de Belgique, 33800, Bordeaux ou [palestine33@laposte.net](mailto:palestine33@laposte.net)

**Plus d'informations** : [[palestine33.free.fr](http://palestine33.free.fr)] et AFPS [[france-palestine.org](http://france-palestine.org)]